

Grève nationale réussie à la Direction générale des finances publiques pour l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois

1 agent de la DGFIP sur 3 en grève

Ce jeudi 2 février, les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT finances publiques, FO-DGFIP, CFTC finances publiques et Unsa finances publiques appelaient les agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) à se mettre en grève pour dénoncer les suppressions d'emplois.

Cette journée de grève nationale fait suite à une période au cours de laquelle les agents de la DGFIP se sont fortement mobilisés au cours de ces derniers mois : plus de 60 actions locales départementales ont été recensées depuis l'automne sur la question des suppressions d'emplois. Début décembre, plusieurs dizaines de milliers de cartes postales ont été envoyées au Président de la république pour dénoncer ces insupportables suppressions d'emplois. Ce jeudi 2 février, plus de 30 % des agents de la DGFIP étaient en grève.

Plus de 24 000 emplois ont en effet été supprimés à la DGFIP depuis 2002 alors que, dans le même temps, la charge de travail augmente dans tous les services (à titre d'exemple, entre 2002 et 2010 : le nombre de contribuables renseignés durant la campagne de réception pour la déclaration des revenus a progressé de plus de 46%, le nombre d'appels téléphoniques a progressé de 30%, le nombre de déclarations de revenus a progressé de près de 10%...), d'importantes réformes ont été mises en œuvre (réforme fiscale avec la création de la contribution économique territoriale en lieu et place de la taxe professionnelle et réforme administrative avec la fusion de la Direction générale des impôts et de celle de la comptabilité publique).

La Révision générale des politiques publiques (RGPP) a intensifié ces suppressions d'emplois : depuis 2008, 2 départs à la retraite sur 3 ne sont pas remplacés à la DGFIP. Ces suppressions d'emplois ont un impact dévastateur sur les conditions de travail et sur l'exercice des missions des services publics. Loin de l'image d'une administration qui ne change pas et qui est protégée, en réalité, au sein des services, le mal-être s'accroît, la pression se fait plus forte (pression sur les délais, pression liées à la charge de travail en hausse...), les restructurations s'enchaînent et, par voie de conséquence, la qualité des missions souffre.

Pour accueillir les usagers dans de bonnes conditions, lutter contre la fraude fiscale (près de 50 milliards d'euros), conseiller efficacement les collectivités locales, traiter dans de bonnes conditions les recettes et les dépenses publiques...il y a urgence à stopper ces suppressions d'emplois et à renforcer les services de la DGFIP en moyens humains. Il en va de l'avenir des missions de la DGFIP et des conditions de travail des agents.